

La 1^{ère} newsletter des Genevoises PLR !

PAR SARA FIGHERA, MEMBRE DU COMITÉ

Chères et chers membres, le comité se réjouit de vous présenter sa toute première newsletter. Elle se veut un condensé de l'actualité politique fédérale et cantonale et de la mise en valeur de thématiques et parcours politiques et professionnels de femmes, par nos élues et membres du comité. Nous espérons qu'elle vous plaira ! Nous serions ravies de pouvoir lire vos retours de cette première édition, n'hésitez pas à nous écrire votre feedback. Nous vous souhaitons un bel été et nous réjouissons de vous retrouver à la rentrée lors de notre prochain événement !



ACTUALITÉ POLITIQUE

Compte-rendu de la session parlementaire fédérale

PAR SIMONE DE MONTMOLLIN, CONSEILLÈRE NATIONALE

La session d'été 2026 du Parlement fédéral a été marquée par plusieurs dossiers importants.

Deux ans après l'acceptation de la **13e rente AVS**, le Parlement devait en définir le financement. Après d'intenses débats, il a décidé d'augmenter la TVA de 0,4%. Si le PLR se félicite d'avoir écarté une hausse des cotisations salariales, il s'est aussi opposé à cette augmentation de TVA, qu'il juge pénalisante pour les entreprises et le pouvoir d'achat. Le peuple se prononcera en votation populaire. **Sur l'énergie**, grâce à un PLR uni, le Parlement a accepté le contre-projet indirect à l'initiative « **Stop Blackout** », levant l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. La Suisse se donne ainsi davantage de marge pour garantir son approvisionnement électrique après 2040 en restant ouverte à toutes les technologies. Un référendum ayant été annoncé, le peuple votera également sur cet objet. **En matière fiscale**, malgré l'acceptation de l'**imposition individuelle** par le peuple le 8 mars dernier, Le Centre a maintenu son initiative visant à réduire l'**imposition des couples mariés**. On ne peut que déplorer cette obsession des forces conservatrices à renverser l'imposition individuelle, plus juste. Le Parlement l'a rejetée. Cette initiative sera soumise au vote populaire. Enfin, l'**accord de libre-échange avec le Mercosur** a été refusé à une courte majorité en première lecture, par une alliance



de la gauche, de l'UDC et d'une partie du Centre. C'est maintenant au Conseil des Etats de se prononcer. Le PLR soutient cet accord tout en restant attentif aux impacts pour le secteur agricole. Il permettra de donner un souffle à notre économie en supprimant environ 150 millions de francs de droits de douane par an. Diversifier les partenariats commerciaux de la Suisse est indispensable. Le dossier reviendra lors de la prochaine session.

Crèches : où en est-on ?

PAR DIANE BARBIER-MUELLER, DÉPUTÉE



L'accueil préscolaire est un enjeu majeur pour les familles comme pour l'économie. Actuellement, plusieurs initiatives sont débattues au niveau fédéral et cantonal. Au niveau **fédéral**, l'**initiative de la gauche** propose de plafonner la participation des



parents à 10 % du revenu grâce à un financement massif de la Confédération. Elle sera retirée si le contre-projet indirect du Parlement, qui prévoit une allocation de garde pouvant atteindre 500 francs par mois, entre en vigueur. **À Genève, deux initiatives** s'opposent : l'une, portée par les Vert'libéraux et Le Centre, vise aussi un **plafond de 10 % du revenu** ; l'autre, de la gauche, réclame la **gratuité** des crèches.

Ces propositions ont un point commun : elles se concentrent principalement sur le financement des structures plutôt que sur l'augmentation concrète de l'offre. Or le principal défi reste la pénurie de places dans certains cantons et les difficultés de fonctionnement des structures d'accueil.

En 2024, le PLR a proposé une révision de la loi sur l'accueil préscolaire (LAPr) pour renforcer l'offre des crèches non subventionnées, dont le rejet a rendu plus difficile que jamais le maintien des structures privées à Genève. Le PLR s'inquiète d'un système marqué par la hausse des charges et l'uniformisation, au risque de devenir financièrement insoutenable et inadapté à la diversité des besoins. Il défend une approche pragmatique fondée sur la **diversification de l'offre** et la **maîtrise des coûts publics**, afin de privilégier des solutions augmentant les capacités d'accueil et garantissant, à terme, une place de crèche à chaque enfant qui en a besoin.

Politique genevoise

PAR VÉRONIQUE KÄMPFEN, DÉPUTÉE



A Genève, nous avons l'immense privilège de disposer d'une **université** qui se distingue par son excellence, pointant au 58ème rang du classement de Shanghai.



Une telle institution se distingue naturellement par sa neutralité. Pourtant, la Conférence universitaire des associations d'étudiants, association faîtière et syndicat des étudiants de l'Université de Genève (**CUAE**), hébergée en son sein, est tout sauf neutre politiquement. Dernier épisode en date, elle a instauré une permanence juridique liée aux **manifestations contre le G7**, signant un positionnement radical **contre la police**. Avant cela, la CUAE a régulièrement empêché la tenue de conférences au sein de l'Université lorsqu'elles n'étaient pas en phase avec son point de vue.

Ce positionnement est étonnant quand on lit dans les statuts de la CUAE qu'elle est « laïque et indépendante politiquement ». Il l'est moins quand on lit quelques lignes plus bas qu'elle entend « promouvoir une vision alternative à la vision capitaliste de l'éducation et de la recherche scientifique ».

La CUAE se finance par le biais d'une partie de la **taxe universitaire**. Le PLR avait déjà combattu cette réalité par une motion qui a échoué devant le Grand Conseil. Il revient avec un nouveau texte, déposé lors de la dernière session, qui **demande au Conseil d'État d'intervenir auprès du rectorat** pour qu'il garantisse que tous les étudiants, quelles que soient leurs orientations politiques, puissent se retrouver dans les actions de la faîtière. Une nécessité qui s'aligne sur les principes éthiques de l'Université.

LE CHIFFRE

34%

Le % de femmes dans les conseils d'administration des 100 plus grandes entreprises suisses en 2026

L'architecture des conseils d'administration hautement performants de demain



PAR NINA SAUERWEIN, MEMBRE DU COMITÉ

Longtemps, les conseils d'administration (CA) ressemblaient à un « gentlemen's club ». Cette époque est désormais révolue. Les chiffres le montrent : les entreprises avec un équilibre des genres et des profils diversifiés au sein de leur CA performant mieux. **Au 30 juin 2026**, la directive européenne « Women on Boards » exige que 40 % des postes d'administrateurs non exécutifs (ou 33 % de l'ensemble des postes) des grandes entreprises cotées soient occupés par des femmes. En Suisse, la barre des 30% est à présent souvent atteinte (**34%** de femmes aux CA des 100 plus grandes entreprises, selon le Rapport Schilling 2026). Mais face aux défis complexes actuels (climatiques, technologiques, géopolitiques, démographiques), « **être présentes** » ne suffit plus. Il faut désormais **peser**. Dès lors, il est nécessaire d'**oser** poser les questions dérangeantes, challenger le top management et créer le débat. En effet, les bonnes solutions naissent à travers les débats - et non pas en les évitant. Par ailleurs, il est important de placer la **performance et l'impact au même niveau**. La performance financière est non négociable, mais elle n'a de sens que si nous savons quel monde elle construit. Cet objectif peut être atteint en évaluant systématiquement les impacts environnementaux et humains et en refusant les arbitrages qui déplaceraient le risque vers les plus vulnérables. Enfin, être des **multiplicatrices** en recommandant des femmes qualifiées est essentiel, afin de normaliser les ascensions féminines. Ainsi, les femmes ne seront pas de simples figurantes dans un décor hérité, mais feront partie des **architectes** de la gouvernance de demain.



PROCHAIN ÉVÉNEMENT



MARDI 22 SEPTEMBRE, 18H30

Echange avec Anne Hiltbold, Conseillère d'Etat, et apéritif

Informations à venir

LE PORTRAIT

Interview de Florence Schurch

Secrétaire générale de SUISSENÉGOCE

Depuis plus de 6 ans, Florence Schurch est à la tête de SUISSENÉGOCE, l'association des entreprises suisses de négoce de matières premières et de transport maritime. L'association compte environ 200 membres, dont certaines des plus grandes entreprises commerciales du monde.



Comment êtes-vous arrivée à travailler pour le « lobby des matières premières » ?

J'ai rejoint SUISSENÉGOCE après 24 ans de fonction publique. Cette transition vers le secteur privé représentait pour moi un vrai défi : défendre les intérêts d'une industrie que je ne connaissais pas encore, mais qui s'est révélée fondamentale pour l'économie suisse et mondiale.

SUISSENÉGOCE, ce n'est pas seulement une association professionnelle, c'est une voix auprès des décideurs politiques, un pont entre l'industrie du négoce et les autorités suisses et internationales. La Suisse est l'une des premières places mondiales de négoce de matières premières, et notre mission est de faire en sorte qu'elle le reste, dans un cadre réglementaire compétitif, transparent et responsable.

Le négoce, c'est un monde d'hommes ?

C'est un constat que nous ne pouvons pas ignorer : le négoce reste largement dominé par les hommes, et nous perdons trop de talents féminins en cours de parcours, malgré un vivier initial prometteur d'environ 20 à 30% de femmes dans les masters spécialisés.

Chez SUISSENÉGOCE, nous pensons que la diversité est aussi un enjeu de compétitivité pour la place suisse. Nous soutenons activement



WISTA (Women in Shipping and Trading Association), qui propose un programme de mentorat concret pour accompagner les femmes qui souhaitent se lancer dans ce secteur exigeant.

Qu'est-ce qui vous plaît dans ce travail ?

Ce qui me fascine, c'est la complexité systémique de cette industrie. Vous connaissez « l'effet papillon » ? C'est l'idée qu'un changement minime dans une partie du système peut produire des conséquences importantes ailleurs. Dans le négoce, cela devient très concret : une sécheresse en Chine peut, par exemple, se répercuter sur le prix de la bière aux États-Unis. Tout est interconnecté, tout est en équilibre.

C'est précisément ce qui rend notre rôle d'association si important. Dans un environnement aussi interdépendant, chaque décision, qu'elle vienne du monde politique, économique ou réglementaire, peut avoir des effets en chaîne, parfois difficilement anticipables. Nous agissons comme une plateforme de dialogue, pour que les décisions politiques, économiques ou réglementaires soient élaborées de manière inclusive, en tenant compte de cette complexité, et servent à la fois l'intérêt général et la compétitivité de l'économie suisse.